



Variations

« J'étais là avant »

Problématiques politiques de l'autochtonie

sous la responsabilité de Jean-François Bayart
et Peter Geschiere

Qu'y a-t-il de commun entre les îles Fidji et le Kosovo, la région des Grands Lacs en Afrique et le Caucase, la province indonésienne d'Aceh et la Corse, Jérusalem et Bruxelles, le Vlaams Blok de la Flandre belge et la Ligue du Nord italienne, le général ivoirien Robert Gueï et le tribun français Jean-Marie Le Pen ?

Le recours à l'idée d'autochtonie et à l'argument d'antériorité de peuplement pour instituer et légitimer des droits politiques spécifiques à l'avantage de ceux qui se disent indigènes. Et pour exclure ceux que l'on étiquette comme allo-gènes, la parole de ces derniers important peu en l'occurrence. Les conflits – politiques, agraires, commerciaux, voire religieux ou culturels – s'énoncent alors non plus sur le mode du « ôte-toi de là que je m'y mette », comme dans les colonisations de peuplement classiques, mais sur celui du « ôte-toi de là que je m'y remette ».

« J'étais là avant ! ». Ce cri qui résonne dans les cours de récréation et provoque les bousculades de gamins est érigé en idéologie, travaux d'érudition ou prétendus tels à l'appui. Au Kosovo les Albanais s'imaginent en Illyriens quand les Serbes les voient en Ottomans et font de cette terre le berceau mythique de leur propre nation. À Jérusalem les sionistes entendent rétablir la souveraineté juive, et les Flamingsants nourrissent de tels rêves à l'égard de Bruxelles. En Inde les nationalistes hindous ont rasé la mosquée d'Ayodhya sous prétexte qu'elle aurait été édifiée sur l'emplacement d'un temple dédié au dieu Ram. En Amérique latine, et singulièrement au Pérou, la plupart des révolutionnaires adhèrent à l'« utopie archaïque » et aux « fictions » de l'indigénisme, pour reprendre le titre de l'essai de Mario Vargas Llosa.

Calembredaines ? Sans doute. Mais la Padanie d'un Umberto Bossi nous rappelle qu'en la matière la véracité et même la vraisemblance ne sont pas les préalables nécessaires à la mobilisation politique.

L'appel de l'autochtonie est d'autant plus fort quand il résonne dans les sociétés où les flux migratoires, voire les transferts autoritaires de populations, ont été le fait d'un passé colonial assez récent (Afrique subsaharienne, Caucase, îles Fidji, Indonésie) et se poursuivent dans le contexte de la mondialisation ou de la régionalisation économiques (Europe occidentale, Amérique du Nord, Côte d'Ivoire), ou encore dans celui de la guerre (Balkans, Grands Lacs, Afghanistan).

En tant qu'exacerbation de particularismes identitaires, la problématique de l'autochtonie participe de la globalisation. Elle va souvent de pair avec la démocratisation (Afrique subsaharienne), la décolonisation soviétique (Caucase), la libéralisation économique et financière (Europe, Amérique du Nord). Cela dit, elle varie d'une situation à l'autre. Selon qu'elle se développe dans un climat d'expansion ou de crise économique. Selon qu'elle se réfère à une conception biologisante, ethnique ou culturaliste de l'identité. Selon le rapport qu'elle entretient (ou n'entretient pas) avec l'État, le droit, la violence. Et bien sûr selon les mémoires historiques dont elle est tributaire et qu'elle contribue à construire. L'hétérogénéité idéologique de l'extrême droite européenne est éclairante à cet égard.

L'audience de la problématique de l'autochtonie procède précisément de son ambivalence. De cette capacité à adapter à une très grande diversité de situations politiques son alternative simpliste entre « nous » et « eux » dans les termes d'un jeu à somme nulle entre l'« avant » et l'« après ». Elle est ainsi susceptible, quasiment dans le même moment, de se réclamer du registre constitutionnel et d'inspirer des opérations de purification ethnique. Ou encore, comme dans le cas de Christoph Blocher, le « magicien » de l'Union démocratique du centre, en Suisse, de conjuguer le protectionnisme identitaire, agraire, commercial et culturel de sa base avec l'ultralibéralisme de son programme économique.

Un autre de ses paradoxes est de nous parler d'identités primordiales et d'authenticité alors qu'elle est elle-même moderne et urbaine. Elle est d'ailleurs généralement portée non par des masses paysannes engoncées dans leur traditionalisme et leur terroir, mais par des intellectuels – fussent-ils déclassés par la chute de l'Empire dont ils étaient les clercs, comme dans le Caucase, ou par l'ajustement structurel, comme en Afrique. Elle se retrouve également de plus en plus dans les diasporas. À la limite, l'autochtonie, motif idéologique du village global, se réduit à une patrie virtuelle, véhiculée par les médias et la Toile. Le sionisme américain, les nationalismes délocalisés kurde et arménien en fournissent des illustrations radicales.

Mais quelle qu'en soit la modernité, l'idée d'autochtonie est vieille comme le monde, ou en tout cas comme l'État. Elle s'est même confondue avec sa formation en Angleterre et en France, où, à partir du XVI^e siècle, des récits politiques bientôt dominants ont fait découler la nation de l'événement fondateur de la conquête, en l'occurrence romaine et normande, et de la revanche des « fils du sol » sur les allogènes, dont la Révolution de 1789 a été l'expression aux yeux d'un Sieyès, d'un Guizot, d'un Augustin Thierry. Constatation plus troublante, elle a été un vecteur de la démocratie athénienne, qu'elle a en quelque sorte « naturalisée » en lui permettant de reprendre à son compte les valeurs aristocratiques de l'oligarchie.

Telle est la dernière incertitude dont se charge aujourd'hui cette vague idéologique. Ses effets destructeurs sont patents. Mais il reste à savoir si, à plus long terme, elle ne prépare pas une recomposition de la « communauté imaginée » et de la citoyenneté, si elle ne représente pas une forme d'appropriation de la démocratie. De tels processus ne pourraient éventuellement s'enclencher que si les « autochtones », à l'instar des Athéniens, ne prennent pas trop au sérieux la proclamation de leur antériorité supposée et de leurs « droits historiques ».